

Au bouclier fiscal, opposons le bouclier social !

La faible augmentation des salaires, la dégradation du pouvoir d'achat et la montée du chômage sont autant de facteurs qui paupérisent le monde du travail et mettent à mal notre système de Protection Sociale.

Les personnels de nos professions n'échappent malheureusement pas à cette réalité !

Si la situation de Pôle emploi et des Caf est largement médiatisée, les autres secteurs sont aussi confrontés aux restrictions budgétaires, fusions, mutualisations, suppressions de postes allant jusqu'à des licenciements économiques dans la Mutualité, des dépôts de bilan dans l'Aide à domicile. Les conditions de travail se dégradent. Le service rendu au public, allocataires, cotisants, assurés, adhérents se détériore dangereusement.

Le 23 mars, à l'appel de la CGT, les salariés étaient nombreux à être en grève (près de 30 % dans la MSA et la Sécurité sociale) pour exiger du Gouvernement et du patronat des réponses urgentes pour l'emploi, les salaires et les retraites.

Cette journée est un franc succès ! Au plan national, c'est 800 000 salariés, retraités, privés d'emplois, étudiants comptabilisés dans les nombreux rassemblements organisés dans la France entière.

A ce jour, les tenants du pouvoir restent sourds. Pire encore, ils tentent de persuader les salariés, à travers une campagne médiatique qui fait rage, que, pour sauver la retraite par répartition, il leur faudra travailler plus longtemps !

Dans nos professions les salariés en ont assez. Ils sont nombreux à relever la tête et à décider de lutter pour exiger des augmentations de salaires, des embauches en CDI. Depuis plusieurs semaines les salariés de Réunion,

comme d'autres Groupes de protection sociale, ont entamé un mouvement de longue durée, marqué par des débrayages suivis dans toute la France par 90 % du personnel.

Ce mécontentement se retrouve dans les Caf, Cram, Ursaf, Cpm, dans Pôle emploi, les Mutuelles, où les arrêts de travail se multiplient.

Face à l'urgence sociale et économique, et pour pérenniser notre système de Protection Sociale les seules réponses recevables sont :

- une réelle politique d'emplois de qualité,
- l'augmentation conséquente de tous les salaires,
- stopper toutes les exonérations patronales,
- soumettre à cotisations sociales l'ensemble des revenus (intéressement, participation, stocks-options...),
- réformer les cotisations patronales (augmentation ou modulation en fonction notamment des politiques des entreprises en faveur de l'emploi).

La CGT appelle les personnels de toutes nos professions, de la Sécurité sociale, MSA, RSI, Mutualité, des Groupes de protection sociale, de Pôle emploi, de l'Aide à domicile, des Régies de quartier, Missions locales à se mobiliser dans l'unité, à multiplier actions, locales, régionales, débrayages et manifestations, notamment le 20 avril !

Le 1er mai, jour de la fête du travail, est le prochain rendez-vous revendicatif pour exiger de vraies réponses sociales et mettre en échec le gouvernement et le patronat.

**Tous ensemble, le 1er mai,
gagnons de nouveaux acquis sociaux,
l'augmentation des salaires
et une politique de plein emploi.**

Le 1er mai ne battons pas en retraite !

Mobilisons-nous tous !

